



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 29/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DEMOLIN NORMANDIE**

24 QUAI DE GAILLON  
78700 Conflans-Sainte-Honorine

Références : -  
Code AIOT : 0100144089

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement DEMOLIN NORMANDIE implanté 24 QUAI DE GAILLON 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE. L'inspection a été annoncée le 26/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été diligentée suite à l'information de la mise en liquidation judiciaire de la société DEMOLIN NORMANDIE, exploitant l'établissement DIESEL Marine sis 24 quai de Gaillon à Conflans-Sainte-Honorine. Elle visait à déterminer si les installations relevaient de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et à prendre connaissance de l'état du site, afin d'apprécier le risque de pollution des sols et des eaux souterraines.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEMOLIN NORMANDIE
- 24 QUAI DE GAILLON 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE
- Code AIOT : 0100144089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

La société DIESEL MARINE exploitait des activités de réparation de machines et équipements mécaniques, et notamment de moteurs, au 24 quai de Gaillon à Conflans-Sainte-Honorine.

#### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9, R. 512-39-1 et R. 512-39-2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que les installations sont susceptibles d'avoir relevé de la rubrique 2931 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il est également à noter que le site était dans un état préoccupant, avec de nombreux produits chimiques stockés sans rétention à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment, sur des surfaces non imperméabilisées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9, R. 512-39-1 et R. 512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article R. 511-9 du code de l'environnement:</u></b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  <b><u>Extrait de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement:</u></b> <b>2930. Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</b> 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5 000 m <sup>2</sup> (DC) 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant :

b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (DC)

**2931. Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion :**

1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW (A)

2. Lorsque la poussée totale des moteurs et des turbines est supérieure à 1,5 kN et que l'activité n'est pas classée au titre du 1 (A)

**Article R. 512-39-1 du code de l'environnement:**

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

[...]

**Article R. 512-39-2 du code de l'environnement:**

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

[...]

#### **Constats :**

L'équipe d'inspection constate lors de l'inspection la présence :

- de nombreux outils et de matériel de réparation ;
- de pièces détachées ;
- d'un GRV comprenant l'inscription « huiles vidanges », de bidons et fûts d'huiles, de pots de graisse, de sprays et d'autres produits chimiques, certains vides, d'autres pleins, sans rétention ;
- de quelques bouteilles de gaz ;
- de barils en métal contenant entre autres des filtres moteurs ;
- de quelques palettes de bois et cartons ;
- de quelques moteurs de différentes puissances, un en particulier très imposant à l'extérieur sous une bâche ;
- de livrets de réparation de moteurs ;
- de factures concernant la vente de pièces détachées (courroies, démarreurs, alternateurs, joints...).

Il est à noter que la société MWM Diesel avait déclaré, à l'adresse "Quai de Gaillon, rue de la noue", en 1965, un atelier d'essais de moteurs à combustion interne. En 1982, un rapport du contrôleur des installations classées mentionne que le site s'appelle désormais DIESEL FRANCE. Aucun changement d'exploitant ni cessation d'activité n'a par la suite été effectué par MWM, ni par les sociétés DIESEL MARINE, AJML FINANCES et DEMOLIN NORMANDIE, qui ont successivement repris le site d'après les informations disponibles. A noter que, lors de l'inspection, l'équipe d'inspection a relevé des éléments démontrant le lien entre MWM et DIESEL Marine (notamment la mention des deux sociétés sur une même affiche).

Le site semble donc avoir essentiellement accueilli des activités de réparation et d'essais de moteurs, notamment de bateaux, et être susceptible de relever de la rubrique 2931.

En revanche, le site dans son ensemble a une surface approximative de 1 250 m<sup>2</sup>. Celui-ci ne peut donc relever du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2930-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il n'a pas été constaté la présence de cabine de peinture, ni de traces d'une telle activité de sorte qu'elle relèverait de la rubrique 2930-2b de la nomenclature ICPE.

Le liquidateur judiciaire a transmis, par courriel du 14/03/2025, l'inventaire réalisé par le commissaire-priseur judiciaire. Celui-ci ne mentionne pas les moteurs visualisés lors de l'inspection. L'inventaire n'apporte par ailleurs aucune information susceptible de renseigner sur la situation administrative des installations au regard de la nomenclature et de la réglementation des ICPE.

Enfin, malgré la demande formulée par l'équipe d'inspection à l'issue de l'inspection du 27/01/2025 et par courriel du 14/03/2025, le liquidateur n'a pas transmis à l'Inspection des installations classées l'inventaire des produits chimiques et déchets réalisé par la société CHIMIREC, qui intervenait le jour de l'inspection afin d'évaluer la quantité de déchets à évacuer. La société CHIMIREC avait précisé lors de l'inspection que l'inventaire et les devis associés seraient disponibles dans les jours suivant l'inspection.

Il est à noter que le site était dans un état particulièrement dégradé lors de l'inspection, même si la vente aux enchères avait déjà eu lieu, et qu'une éventuelle pollution des sols et / ou des eaux souterraines ne peut être exclue. Les images satellites successives depuis 2022 montrent un fort encombrement des zones non imperméabilisées avec divers déchets, bateaux, véhicules, parfois hors d'usage. La mise en sécurité n'était pas effective.

**Non-conformité n°20250127-NC-01 : Considérant:**

- qu'aucune cessation d'activité n'a été déclarée concernant les activités anciennement exploitées par la société MWM Diesel;
- la reprise du site par diverses sociétés sans qu'un changement d'exploitant n'ait été effectué;
- la proximité entre les activités constatées sur site sur la base des éléments restants après évacuation d'un grand nombre d'éléments et celles anciennement déclarées par la société MWM Diesel;

La procédure de cessation d'activité applicable aux installations relevant de la rubrique 2931 (régime de l'autorisation) doit être conduite s'il ne peut être démontré que DEMOLIN NORMANDIE n'a pas repris les activités de MWM Diesel. A ce stade, le liquidateur judiciaire n'a entamé aucune démarche de ce type.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le liquidateur judiciaire doit conduire la procédure de cessation d'activité applicable aux installations soumises au régime de l'autorisation (articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement), en :

- notifiant la cessation d'activité des installations conformément à l'article R. 512-39-1 et en effectuant les consultations prévues à l'article R. 512-39-2 sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport ;
- transmettant sous un délai de 6 mois les attestations de réalisation des mesures de mise en sécurité (ATTES-SECUR) et d'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site (ATTES-MEMOIRE) ;
- transmettant, le cas échéant, à l'issue des travaux de réhabilitation réalisés pour rendre compatible le site avec l'usage projeté, en lien avec les consultations réalisées, l'attestation de conformité des travaux réalisés avec les objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation (ATTES-TRAVAUX).

Le cas échéant:

- si le liquidateur démontre formellement que les activités exercées par DEMOLIN NORMANDIE n'étaient pas classées ICPE, l'autorité compétente en matière de sites et sols pollués serait alors Monsieur le maire de Conflans-Sainte-Honorine, conformément à l'article R. 556-4 du code de l'environnement;

- si cette démonstration n'est pas apportée et que la notification de cessation d'activité n'a pas été effectuée dans le délai susmentionné, une mise en demeure sera proposée à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours